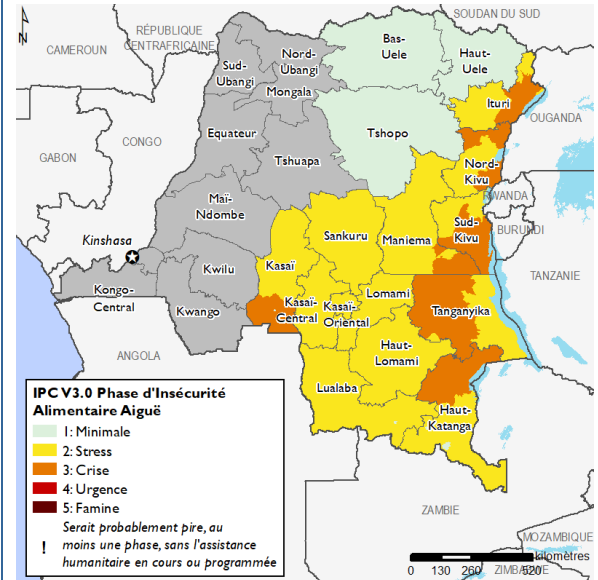


Amélioration de l'accès alimentaire des ménages en cette période de récolte de la saison A

MESSAGES CLÉS

- En cette période de récoltes de la saison A, depuis la mi-décembre, malgré des récoltes en dessous de la normale, les ménages améliorent leur consommation alimentaire et dépendent actuellement de leur propre production. Cette amélioration pourra ainsi soutenir la stabilité des prix et permettre un fonctionnement soutenu des marchés locaux et une réduction de la demande en produits de base importés.
- En l'absence de toute confirmation du nouveau variant du COVID 19 en RDC, selon les chiffres du gouvernement, l'augmentation à ce jour du taux de létalité et du nombre de cas testés positifs respectivement de 3 % et 20 % laisse croire à l'évolution possible du virus. La RDC qui compte déjà 23.889 cas positifs au COVID-19, soit 40,2 % de plus depuis les deux derniers mois, pourra donc faire face à une nouvelle vague de contamination et s'attendre au renforcement éventuel des mesures de restrictions en vigueur.
- Dans un contexte de récoltes inférieures à la normale et des ménages faisant face aux effets des dernières inondations, et malgré la relative accalmie observée dans certaines zones de conflits, certaines régions du pays resteront en phase de crise (Phase 3 de l'IPC), notamment dans l'est et dans le Kasai. En revanche, le centre-est et sud-est, avec des territoires ayant connu une campagne agricole complète seront en situation de stress (Phase 2 de l'IPC). Les zones du Nord seront-elles en phase minimale (Phase 1 de l'IPC)

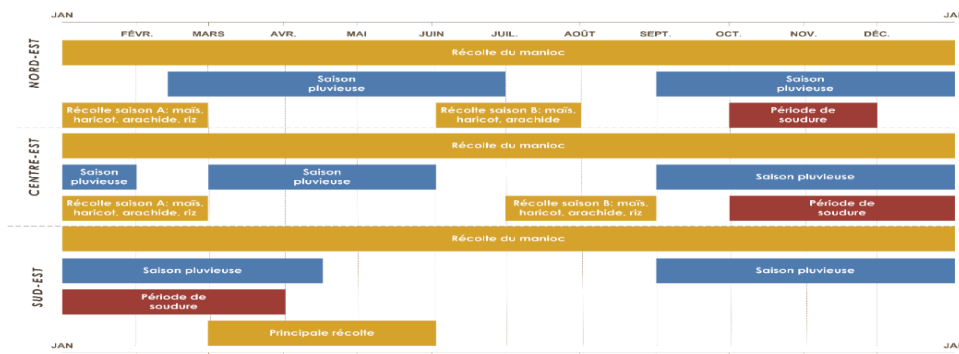
Sécurité alimentaire courante, février 2021



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source: FEWS NET

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

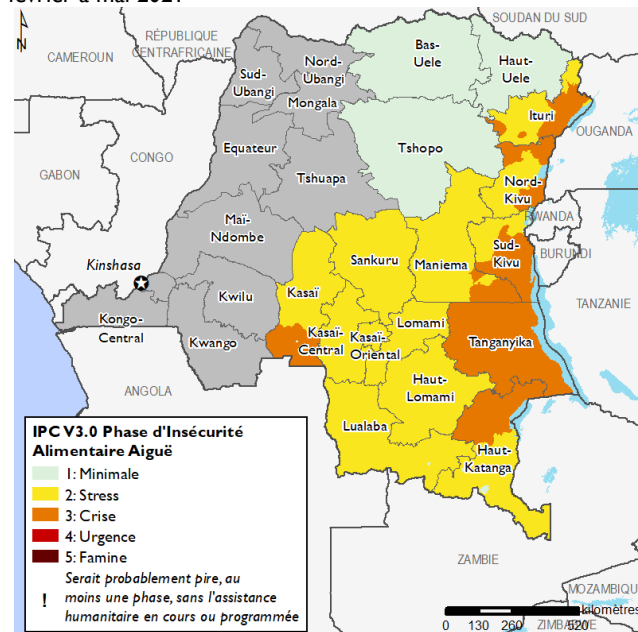
Contexte politique général : La situation humanitaire en République Démocratique du Congo (RDC) demeure préoccupante face à une crise complexe et prolongée. En 2019, une transition politique avait été menée pacifiquement et l’ampleur de la violence avait diminué, en particulier dans la région des Kasai. En 2020, la situation humanitaire s’est détériorée dans un contexte marqué par des conflits persistants à l’est et une aggravation des violences dans plusieurs parties du pays. A cela s’est ajouté l’épidémie de COVID-19 qui a miné la croissance économique du pays alors même que la majeure partie de la population congolaise se trouvait déjà dans une situation d’extrême pauvreté. On observe également la limitation d’accès des populations à des services sociaux de base de qualité.

Conflits et mouvements des populations : Les conflits armés et les catastrophes naturelles continuent de provoquer des mouvements de population importants dans l’est du pays ainsi que de nombreux et sérieux incidents de protection. La RDC abrite l’une des plus grandes populations de personnes déplacées au monde et la plus nombreuse sur le continent africain. Selon OCHA, le pays compte actuellement 5,2 millions de personnes déplacées internes, dont quelques 1,4 million de personnes retournées et 527 000 personnes réfugiées et demandeurs d’asile des pays voisins. Les attaques ou affrontements armés et les conflits fonciers et intercommunautaires constituent les principales causes de déplacements internes à près 98 %. Ces déplacements occasionnent des perturbations voire la perte des moyens d’existence des populations, notamment ceux des ménages cultivateurs qui n’ont plus accès aux terres. Dans certaines zones, l’amélioration du contexte sécuritaire a contribué à des mouvements de retour des populations notamment dans la région des Kasai, les provinces du Sud Kivu, et du Tanganyika.

On note également dans les provinces du Sud Ubangi et du Bas Uele un afflux de réfugiés centrafricains. L’insécurité observée à la suite des violences électorales en République Centrafricaine (RCA) a occasionné le déplacement des ressortissants centrafricains dans plusieurs localités des provinces précitées. La première semaine de janvier 2020, plus de 15 000 réfugiés centrafricains ont été enregistrés. Cette récente arrivée rend encore plus vulnérable la communauté autochtone (environ 3 500 personnes), qui subit déjà des pressions sur ses moyens d’existence et autres ressources locales.

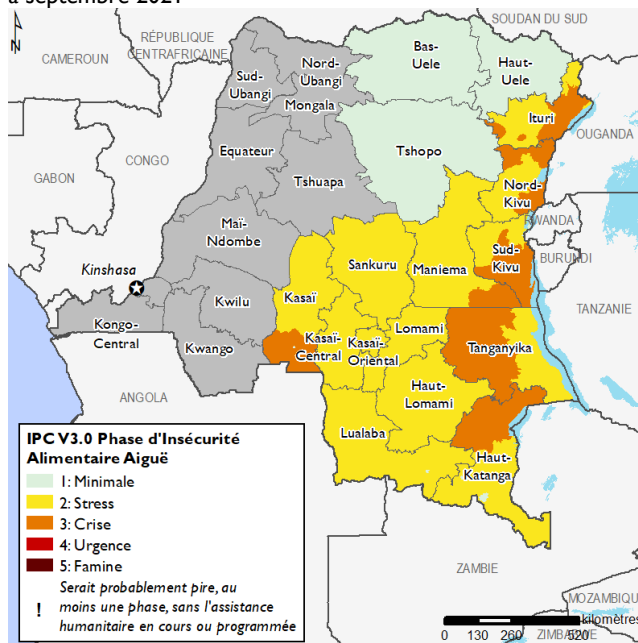
Pandémie de COVID-19 et autres épidémies : On compte en RDC cinq maladies à potentiel épidémique et sous surveillance en 2020 : la COVID-19, la maladie à virus Ebola (MVE), la rougeole, le choléra et le paludisme.

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, février à mai 2021



Source: FEWS NET

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, juin à septembre 2021



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l’IPC. Une analyse qui est compatible avec l’IPC suit les principaux protocoles de l’IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

La COVID-19, dont le premier cas a été déclaré en RDC en mars 2020, continue à profondément affecter les moyens d'existence des ménages les plus vulnérables. La deuxième vague de la pandémie que connaît actuellement la RDC, plus importante que la précédente, continue à se répandre sur de nouvelles zones qui n'avaient pas encore été touchées. Le nombre des nouvelles personnes contaminées continue à augmenter rapidement, particulièrement dans les provinces de Kinshasa, du Kongo-Central et du Nord-Kivu. A la mi-février 2021, la RDC a enregistré 23 751 cas confirmés sur l'ensemble du territoire national avec 688 décès (soit un taux de létalité de 2,9 pour cent). Le gouvernement avait réajusté les mesures de restriction prises auparavant, en levant l'état d'urgence sanitaire depuis le 21 juillet 2020, suivie de la réouverture des marchés, des écoles et des lieux de culte, la reprise des activités économiques, administratives et commerciales, les rassemblements, réunions et transports en commun, la libre circulation des personnes et des biens sur le territoire national et la reprise des vols internationaux et la réouverture des frontières de la RDC, mais les mesures barrières d'hygiène restant en place (port du masque obligatoire, distanciation physique). Avec le supposé nouveau variant, la stratégie du gouvernement de la RDC et celle des pays voisins est celle de rendre accessible le test en optant pour des tests rapides, au niveau des populations pour dépister le maximum des personnes et ainsi prévenir les contaminations car plus vite un statut est connu, mieux la chaîne de contamination est brisée. Les gouvernements ont procédé par la réduction concertée du coût de test qui est passé de 50 \$ avec le PCR à seulement 5 \$ avec le test rapide.

En outre, l'épidémie de rougeole qui a fait plus de 7 000 morts en RDC a été déclarée éradiquée par le ministre de la santé le 25 août 2020. En revanche, le choléra reste très présent dans le sud-est du pays et remonte jusqu'au Nord-Kivu à la suite des inondations dans le territoire d'Uvira. Les infections respiratoires aiguës restent encore très élevées dans toutes les provinces de la RDC.

Il conviendra également de signaler la résurgence de la maladie à Virus d'Ebola (MVE) en ce mois de février, dans la localité de Biena, territoire de Lubero au Nord-Kivu sur un survivant de MVE, à peine 4 mois après que le gouvernement l'ait déclarée vaincue dans la province de l'équateur après avoir causé la mort de 55 personnes sur un total de 130 cas rapportés. La situation de Beni reste sous contrôle des équipes sanitaires.

Conditions agroclimatologiques : le cumul des précipitations enregistrées en RDC depuis la dernière campagne agricole marque une nette déviation par rapport à la moyenne des 10 dernières années. Il pleut plus que d'habitude avec une distribution des pluies irrégulière et atypique, ce qui explique les inondations enregistrées au cours des dernières campagnes agricoles, dans certaines zones du pays. On note, par exemple, pour la campagne 2020-2021, jusqu'en février, un cumul de 1992 mm de pluie alors que la moyenne des 10 dernières années, en cette même période se situe autour de 1109 mm, selon les observations de l'USGS (United States Geological Survey), un écart de 79 pour cent.

Production céréalière dans les pays voisins : La disponibilité de céréales dans le sud-est de la RDC dépendent fortement des importations en provenance des pays de l'Afrique australe dont la Zambie, la Tanzanie et l'Afrique du Sud. Les conditions agroclimatiques dans ces pays ont généralement été propices au développement des cultures. Ces pays qui constituent des bassins de production pour le maïs ont, au cours des précédentes campagnes connu des périodes de sécheresse qui ont fortement impacté sur le rendement des cultures. Au cours de la dernière campagne agricole 2020-2021, les conditions climatiques ont été favorables pour la conduite d'une saison agricole normale en dépit des quelques variations mineures. Les fermiers Zambiens, grâce aux subventions de l'état, ont réussi à produire les 3 millions de tonnes planifiées et qui ont permis de couvrir les stocks stratégiques estimés à 1,8 millions de tonnes. La dépendance du maïs en provenance de ces pays est estimée à 70 % des besoins, pour le Haut Katanga.

On note également pour cette campagne agricole l'invasion des criquets migrants africains (CMA) en Angola, au Botswana, en Namibie, en Zambie et au Zimbabwe depuis 2020 qui constituent une menace pour la production agricole dans ces pays. Des efforts des gouvernements et des parties prenantes pour contrôler l'épidémie acridienne sont actuellement en cours, et on s'attend à ce que l'impact des CMA sur la production agricole soit minime à la lumière des mesures de lutte prises.

Campagne agricole 2020/2021 : Du fait des conflits, cette campagne agricole 2020-2021 a été la moins performante des trois dernières campagnes dans la zone est, avec des récoltes de la saison A estimées inférieures à la normale, ne pouvant couvrir les besoins des ménages que pour une durée de stock réduite estimée à un mois et demi. On note des pertes importantes du fait des inondations des surfaces cultivées notamment dans le Tanganyika, lesquelles ont détruit les routes de dessertes agricoles rendant plus difficile l'évacuation de cette faible production vers les centres de consommation. On notera également qu'en dépit du retour massif des populations déplacées dans leurs zones de provenance, la reprise agricole bien qu'effective sur la région de Kasai, n'a pas été effective sur tous les territoires.

Marchés et prix des denrées : Depuis les deux derniers mois, on a assisté globalement à une stabilité de prix des denrées alimentaires de base sur les marchés locaux, justifiée par les récoltes de la saison A dans le nord-est et le centre-est du pays. Ces dernières améliorent la disponibilité alimentaire locale. Sur les marchés de Beni, Bukavu, Bunia, Goma, Kalemie et Uvira; les prix des principales cultures vivrières accusent, en ce moment, une tendance à la baisse comparé au précédent mois. Cependant, comparé au mois de janvier de l'année passée, les prix des principaux produits ont connu une hausse principalement à la suite de la dévaluation de la monnaie locale qui a perdu près de 12 % de sa valeur par rapport au dollar américain depuis l'apparition de COVID-19 selon la banque centrale du Congo (BCC), à la suite de l'effondrement de l'économie nationale. Le taux d'échange de la monnaie locale (CDF) face au dollar américain reste stable depuis le mois de janvier favorisant ainsi la stabilité du prix des produits importés comme l'huile végétale raffinée et le riz importé.

Taux de change : En ce mois de février 2020, le comité de conjoncture économique (CCE) a noté une stabilité de franc congolais se situant entre 1980 et 2015 franc congolais pour un dollar américain, une situation qui augure un bon comportement des prix des principaux produits sur les marchés.

Malnutrition Aiguë Globale (MAG) : La malnutrition demeure une problématique humanitaire majeure en RDC et ce depuis plus de deux décennies. La crise nutritionnelle affecte en particulier les groupes les plus vulnérables (les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et allaitantes, les personnes vivant avec le VIH et la tuberculose). En RDC, un enfant de moins de cinq ans sur 15 et un enfant de moins de cinq ans sur deux souffrent respectivement de malnutrition aiguë ou d'un retard de croissance. Selon OCHA, on compte près de 4,4 millions de personnes souffrant de malnutrition aiguë, dont 3,4 millions d'enfants de moins de cinq ans. Le taux de prévalence de la malnutrition aiguë globale s'élève à 6,5 % et celui de la malnutrition chronique à 42 %. Selon le bulletin de surveillance de PRONANUT (Programme national de Nutrition) du troisième trimestre 2020, considérant toutes les 519 zones de santé, 63 sont en alerte (soit 12 %), 257 zones de santé sont à suivre de près (soit 50 %) et seules 28 % des zones de santé sont sous contrôle. Les quatre provinces les plus touchées sont l'Équateur, le Kasai Oriental, le Maniema et le Haut Katanga. La faible disponibilité alimentaire associée aux épidémies récurrentes de rougeole et de choléra justifient cette situation.

Assistance Humanitaire : De nombreux programmes d'assistance humanitaire sont mis en place, notamment par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et d'autres partenaires humanitaires, qui contribuent à l'amélioration des résultats de la sécurité alimentaire par endroits, auprès des personnes vulnérables en besoin d'assistance. Faute de disposer des données à jour, il est difficile d'évaluer avec précision, l'impact de cette assistance sur les résultats de la sécurité alimentaire. Cependant, en 2020, 15,6 millions de personnes étaient dans le besoin, dont 8,6 millions avec des besoins aigus, et la réponse humanitaire, qui couvrait 35% jusqu'en novembre 2020, reste encore faible, au regard des besoins.

En plus, l'accès humanitaire à l'ensemble des populations dans le besoin demeure une préoccupation majeure en RDC. Les opérations des acteurs humanitaires sont limitées ou entravées en raison de l'insécurité, du manque d'infrastructures et de l'enclavement de certaines zones du pays

Résultats actuels de la sécurité alimentaire : En cette période de récoltes de la saison A dans le nord-est et le centre est, la consommation alimentaire est en amélioration. Cependant, de nombreux ménages qui n'ont pas eu accès à leurs terres agricoles doivent recourir au marché pour leur alimentation de façon inhabituelle. Pour ce faire, ils font appel à des stratégies d'adaptation en lien avec des nouvelles opportunités économiques pour reconstituer leur revenu telles que le travail journalier agricole et non agricole, la vente de bois de chauffe et le petit commerce pour certains. Certains ménages sont contraints de faire usage des stratégies liées à la consommation alimentaire notamment la réduction du nombre de repas et la consommation des aliments moins chers et moins préférés, lorsqu'ils n'ont pas accès à ces stratégies.

Par conséquent, de nombreux ménages dans les zones de conflits et des catastrophes naturelles notamment le Nord-Kivu et Sud Kivu, l'Ituri, le Tanganyika et une partie demeurent en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC), pendant que ceux de la zone nord et une partie du centre-est sont respectivement en situation Minimale (Phase 1 de l'IPC) et de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Suppositions

Le scénario le plus probable de février à septembre 2021 est basé sur les hypothèses suivantes au niveau national

- **Contexte politique général** : Etant donné la délicatesse du contexte politique en RDC et malgré l'évolution positive observée à travers la création de l'union sacrée et la nouvelle majorité à l'assemblée nationale actuelle, et les négociations entre les différents groupes à travers le pays, on s'attendrait en 2021 à un statu quo avec un niveau de

violence qui serait similaire à celui de 2020. Les fractures politiques existantes continueront à être exploitées, exacerbant le niveau d'insécurité dans les zones en crise.

Par ailleurs, le processus de transition de la MONUSCO en 2021 pourrait influencer sur les contextes locaux dans lesquels il sera mis en œuvre et amener un regain de l'insécurité dans certaines zones de conflits.

- **Conflits et mouvements des populations** : Les conflits armés et les catastrophes naturelles à savoir les inondations, et les éboulements à la suite du mauvais ruissèlement des eaux pluviales continueraient de provoquer des mouvements de population importants dans l'est du pays.
- **Conditions agroclimatologiques** : Malgré les conditions climatiques favorables selon les prévisions de CPC (Climate Prediction Center), et prenant en compte la poursuite probable des conflits et mouvements des populations qui perturberaient la conduite de la campagne agricole prochaine on s'attendrait à une saison agricole qui serait en-dessous de la moyenne dans l'est du pays mais normale dans le reste du pays.
- **Production céréalière dans les pays voisins** : Les précipitations en Tanzanie et en Zambie ont généralement été propices au développement des cultures. Les prévisions saisonnières pour le reste de la saison 2020/2021 indiquent une probabilité de précipitations proches de la normale dans la plupart des régions de ces pays, la production agricole devrait donc être proche de la moyenne pour la saison 2020/2021, en dépit de la présence des CMA en Angola, au Botswana, en Namibie, en Zambie et au Zimbabwe depuis 2020. On pourrait s'attendre à ce que l'impact sur la production agricole soit minime à la lumière des mesures de lutte prises.
- **Pandémie de COVID 19** : Suite à l'augmentation de nouveaux cas continue, les mesures sanitaires préventives adoptées au niveau global et national devrait continuer à affecter les conditions de vie des ménages congolais les plus vulnérables en 2021. Malgré l'assouplissement progressif des mesures nationales mises en place, pour limiter la propagation de l'épidémie, avec notamment la fin de l'état d'urgence sanitaire décrétée le 21 juillet 2020, le fait que plusieurs pays voisins tels que le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda n'aient toujours pas officiellement réouvert les frontières au grand public, la reprise effective des échanges transfrontaliers est peu probable pendant la période de scénario. Les ménages dépendant de ce type d'activité verraient leurs revenus à la baisse.
- **Situation Macroéconomique et monnaie locale** : Se basant sur les éléments du rapport de la Banque Centrale du Congo (BCC) qui stipule que sur le plan interne, la conjoncture reste marquée par une relative stabilité du cadre macroéconomique attestée par la stabilité de la monnaie sur le marché d'échanges et le regain d'optimisme des opérateurs économiques (le franc congolais s'est légèrement déprécié de 0,2% en rythme mensuel situant le taux d'échanges entre 1.965 CDF et 2.019,2 CDF pour 1 USD), on pourrait espérer une reprise économique effective à travers le pays.
- **Main d'œuvre non-agricole (extraction minière)** : Malgré la légère baisse des cours mondiaux des principaux produits d'exportation de la RDC, notamment le cuivre (0,3%), le cobalt (0,7%) et le pétrole (1,3%), selon le rapport de la commission de Conjoncture économique de la BCC de Décembre 2020, les travailleurs journaliers miniers continueront à fournir leurs services à un niveau normal, comme par le passé.
- **Fonctionnement des marchés** : Avec la stabilité annoncée de la monnaie congolaise, et une saison agricole attendue en dessous de la normale dans le nord-est et le centre-est, on pourrait s'attendre à des récoltes qui amélioreront la disponibilité locale pour une courte période et stabiliseraient les prix des denrées sur les marchés locaux. Dans la partie est de la RDC, les disponibilités apparentes en cette période de récoltes pourraient vite s'épuiser et les marchés feront face à une forte demande locale qui ne sera couverte que par des apports extérieurs à travers les importations des produits de base.
- **Echanges transfrontaliers** : avec les mesures mises en place pour franchir les frontières, lesquelles ne permettent pas aux petits commerçants une reprise effective de leurs activités, on pourrait s'attendre à une baisse du niveau des flux transfrontaliers informels qui vont se traduire par des volumes d'échanges de plus en plus limités et encore inférieurs à la normale en 2021. Ce sera le cas avec l'Ouganda et le Rwanda

- **Evolution de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) :** Etant donné qu'actuellement, près de 4,4 millions de personnes souffrent de malnutrition aigüe, dont 3,4 millions d'enfants de moins de cinq ans, avec des taux de prévalence qui s'élève à 6,5 pour cent pour la MAG et à 42 pour cent pour celui de la malnutrition chronique, (MC), et compte tenu de la saisonnalité des maladies et de la présence de la petite soudure dans la période d'avril à juin 2021, la malnutrition devrait augmenter pendant la période de projection pour baisser ensuite en période de récoltes de juin, lesquelles vont améliorer les disponibilités et l'accès alimentaires dans la zone analysée. qui va améliorer
- **Insécurité à l'extérieur :** L'instabilité du contexte sécuritaire et sociopolitique dans les pays voisins (RCA, Ouganda, et Soudan du sud) pourrait causer des nouveaux afflux de personnes réfugiées ou empêcher le retour de personnes réfugiées en RDC vers leurs pays d'origine.
- **Assistance Humanitaire :** Sur une population totale de 103,2 millions d'habitants, OCHA estime à 19,6 millions le nombre de personnes dans le besoin d'assistance en 2021, soit une augmentation de 61 % par rapport à 2020. Il est probable que l'assistance continue à améliorer les résultats de la sécurité alimentaire dans certains endroits, mais nous ne disposons pas de données précises au moment de la rédaction de ce rapport sur le financement humanitaire pour 2021. L'accès humanitaire continuera à être restreint dans certaines zones en raison de l'insécurité ou des contraintes physiques, en particulier pendant la saison des pluies.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire :

Entre février et mai 2021 on observera la petite soudure dans le nord-est et centre-est et en même temps le début des premières récoltes de la saison culturale B. Les ménages des zones affectées pourront éprouver des difficultés pour s'alimenter jusqu'aux prochaines récoltes de juin 2021. Etant donnée que cette période de soudure reste courte, les très pauvres et pauvres pourront engager des stratégies d'adaptation liées à la consommation alimentaire et quelquefois à la vente d'actifs non productifs. Les zones les plus affectées par le conflit ou les inondations qui limitent l'accès à la nourriture et aux moyens d'existences resteront en Crise (Phase 3 de l'IPC) notamment l'Ituri, le Sud-Kivu, le Nord-Kivu, le Tanganyika et le Kasai Central. Les provinces de Lomami, Sankuru, Kasai oriental, ex-Katanga qui sont en récupération des conflits récemment, qui ont moins accès à leurs moyens de subsistance normaux, et qui ont toujours des populations déplacées ou récemment retournées seront en Stress (Phase 2 de l'IPC). En revanche, les provinces de Haut-Uele, Bas-Uélé, Tshopo et une partie du Maniema qui sont plus calmes resteront en situation de sécurité alimentaire (Phase 1 de l'IPC) avec un accès normal à la nourriture et aux revenus.

Entre juin et septembre 2021 on observera le début de la grande soudure dans le nord-est, le centre-est et le sud-est de la RDC, la situation des ménages dans la seconde moitié de cette période, sera de plus en plus difficile sur l'ensemble de la zone avec un accès limité à la nourriture du fait de l'épuisement précoce des stocks, on estime que les récoltes de juin pourront soulager les populations qui auraient commencé à développer des stratégies d'adaptation négatives. Certaines zones de l'est qui connaissent les effets de la crise prolongée resteront en Crise (Phase 3 de l'IPC) notamment l'Ituri (Irumu et Djugu), Sud-Kivu (Uvira, Fizi) et le Nord-Kivu ; cependant, les provinces de Tanganyika, Lomami, Sankuru, Kasai oriental Kasai, le Maniema, l'ex-Katanga qui essayent de se stabiliser, où les ménages ont un meilleur accès à la nourriture et aux revenus, seront en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC). En revanche, les provinces de Haut-Uele, Bas-Uélé, Tshopo qui n'ont pas connu des chocs importants resteront en sécurité alimentaire (Phase 1 de l'IPC).

Événements qui pourraient changer le scénario

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable au niveau national.

Zones	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Maniema	Évolution négative de la situation sécuritaire	Une recrudescence de violence des groupes armés contre les populations locales et l'armée nationale pourrait augmenter les mouvements des populations qui abandonneraient leurs moyens d'existence. L'accès aux personnes en besoin serait limité. Aussi, un plus grand nombre des ménages pourrait basculer en une phase plus sévère.
Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Maniema, Kasai	Détérioration continue de routes de desserte agricole	Impact négatif dans la zone et qui pourrait fragiliser les échanges entre territoires et les disponibilités des denrées sur les marchés
	Irrégularité des pluies en pleine saison culturale	L'excès et/ou carence/retard des pluies impactant sur le cycle végétatif et finalement sur la production agricole et pouvant exacerber les dégâts des inondations.
	Détérioration de la situation politique globale	Cette situation pourrait aboutir à un éclatement général des manifestations publiques et la multiplication des conflits provoquant ainsi de nouveaux mouvements de population.

ZONES DE PREOCCUPATION***Territoire de BENI CD09 (montagne agropastorale)****Situation actuelle*

Saison agricole : Dans le territoire de Beni, les ménages procèdent en ce moment aux récoltes de la saison agricole A qui a démarré avec les récoltes vertes du mois de décembre 2020 et qui se poursuivent jusque fin février (voir calendrier saisonnier). Tenant compte de l'insécurité quasi permanente dans cette zone, et de la faible participation des ménages à la suite des déplacements de population qui limitent l'accès aux terres, les présentes récoltes sont estimées très en dessous de la normale. Notons que ce territoire fut une zone de surplus pour les principaux vivriers dont le manioc, le maïs, le riz et le plantin.

Catastrophes naturelles (inondations et glissement des terres) : Celles qui se sont produites en avril 2020 en plein cycle cultural de la saison agricole B ont entraîné des pertes importantes des terres emblavées sous le fait de l'érosion, des éboulements de terre et de l'inondation des champs. Selon le rapport de la mission conjointe Norwegian Refugee Council (NRC) et Cluster Protection effectuée en juin 2020 dans les zones sinistrées, environ 900 ménages ont été touchés. Au mois de mai 2020, d'autres pluies diluviennes se sont abattues sur l'ensemble du territoire de Beni dans la zone de santé de Mutwanga, occasionnant la crue des rivières. Plus de 40 000 habitants ont été directement touchés par des inondations, selon l'évaluation de MEDAIR-CH. Les sinistrés sont principalement les habitants des localités de Nzenga, Lume, Masambo, Muramba, Mumbiri et Lubiriha) situées dans l'est du territoire de Beni, selon un rapport du secteur de Rwenzori. Au total, plus de 386 maisons ont été détruites et 810 champs de cultures vivriers pour environ 400 hectares ont été inondés par les eaux en provenance de la rivière Beteau en crue.

Détérioration continue des routes de desserte agricole : Le retour des pluies a sensiblement altéré les routes de desserte agricole dans le territoire de Beni, limitant ainsi la commercialisation des produits agricoles. On note des éboulements le long des parcours et la rupture des 8 ponts sur le tronçon Nzenga-Masambo.

Conflits et mouvements de population : Les conflits armés dans le territoire de Beni ont conduit à un dérèglement socio-économique qui a touché les principaux moyens d'existence des ménages très pauvres et pauvres occasionnant des nombreux déplacements de population. Ces déplacements devenus quasi réguliers privent de l'accès aux terres les ménages affectés qui dépendent actuellement et dans la quasi-totalité des cas de l'assistance humanitaire, de la solidarité des familles d'accueil, et des achats au marché, alors qu'en temps normal, la production agricole, l'achat au marché et la pêche constituaient les principales sources alimentaires des ménages.

Ces conflits s'accompagnent d'incendies qui provoquent la perte des stocks et empêchent les populations de pratiquer l'agriculture.

On compte 12 000 ménages nouvellement déplacés pendant la période de récolte (décembre-janvier) qui viennent s'ajouter aux 31 415 ménages déplacés pendant la période de préparation de terrain et de semis (août-septembre) et qui n'ont pas participé à la saison agricole A. selon OCHA, 108 759 personnes sont déplacées dans cette entité (Beni ville et territoire) sur un total de 566 952 personnes déplacés dans cette zone nord (Beni et environs). En lien avec ces faits haut-cités, les récoltes de cette saison sont moindres.

Elevage : Dans le territoire de Beni, les activités d'élevage ont été sérieusement affectées par les conflits et les exactions multiples des groupes armés. Plusieurs têtes de bétail ont été pillés, d'autres animaux sont morts des maladies à cause des difficultés d'accès aux soins vétérinaires ; selon l'inspection provinciale de l'agriculture pêche et élevage, le territoire de Beni compte actuellement environ 26 900 têtes de Bovins et 83 005 têtes de caprins alors que en 2015, le territoire en comptait presque le double

Restrictions en lien avec COVID-19 : La situation épidémiologique du COVID-19 continue de se détériorer notamment dans la partie grand nord Kivu (Beni-Butembo) où le nombre de personnes infectées augmente de jour en jour. En date du 15 janvier on comptait plus de 250 cas confirmés dans cette entité. La RDC et l'Ouganda voisin connaissent une seconde vague de contamination depuis quelques semaines ; Les mesures de restriction imposées par les deux pays pour passer les frontières restent en place ; Alors que du côté RDC on exige le test COVID effectué à GOMA ou Kinshasa pour traverser la frontière, du côté ougandais, les frontières restent fermées à tout passage de personnes ; Seules les marchandises sont autorisées à passer, ce qui réduit la quantité des flux commerciaux parce que les activités informelles et les petits commerçants qui faisaient leurs affaires entre ces pays sont formellement interdits

Maladie à virus Ebola (MVE) : Le territoire de Beni était l'un des principaux foyers de la MVE qui avait fait plus de 3 500 victimes durant les deux précédentes années. Cette maladie avait entraîné une morbidité et une mortalité accrue chez les populations vulnérables notamment les enfants, les femmes, les populations vivant dans des zones enclavées avec un faible accès aux soins et les populations affectées par des mouvements de population. La fin de l'épidémie dans cette zone a été déclarée au mois de mai 2020r mais les populations sont restées vulnérables à la suite des restrictions et à l'isolement imposé pour lutter contre la propagation de cette épidémie. A ce jour, on note 6 cas confirmés dont deux cas décédés. L'annonce d'une nouvelle épidémie dans cette zone fait craindre une catastrophe au sein de

Fonctionnement des marchés : Le territoire de Beni se trouve à la frontière entre la RDC et l'Ouganda ; pendant les moments habituels, les échanges transfrontaliers se portent bien, et les produits alimentaires sont disponibles régulièrement; Cependant, actuellement, avec la pandémie de COVID-19, la traversée des frontières est règlementée par des mesures strictes notamment le test COVID qui coûte cher pour les petits commerçants informels ; Ainsi, des milliers des personnes qui vivent du commerce informel au niveau de ces frontières sont interdits de fonctionner et le flux des échanges des produits ont sensiblement diminué.

Beni dépend en partie de l'importation de denrées depuis les pays voisins, avec 33% des commerçants interrogés déclarant importer des produits de l'extérieur de la RDC notamment de l'Ouganda voisin. Les autres produits agricoles vendus sur les marchés proviennent essentiellement de la production locale au Nord Kivu et de l'Ituri voisin. La fermeture des frontières a notamment eu un impact négatif sur la capacité des commerçants informels à opérer de manière transfrontalière, ceux-ci n'ayant pas la documentation requise par les autorités. Les restrictions de mouvement à l'intérieur de la RDC augmentent également les difficultés de réapprovisionnement pour les produits provenant de la RDC.

Diminution de la production halieutique sur le lac Edouard et Albert : Le lac Edouard enregistre une baisse de production à la suite de la destruction des ressources halieutiques, selon un rapport publié le mois dernier par l'ONG Appui aux initiatives communautaires de conservation de l'environnement et de développement durable (AICED). Selon ce rapport, la productivité du lac a diminué de 85,7% depuis 1998, où la production annuelle était de 10.000 tonnes, mais se situe actuellement autour de 455 tonnes par an. Parmi les raisons épinglées pour cette diminution, on note entre autres, l'insécurité grandissante sur le lac et l'activisme des Maï-Maï qui favorisent la pêche illicite sur le lac Edouard et les arrestations répétées des pêcheurs congolais sur le lac par la marine ougandaise. La pêche reste artisanale sur ce lac.

Consommation alimentaire : Bien qu'en période de récolte, le territoire de Beni a connu des perturbations du cycle cultural en cours qui ont occasionné des déplacements et abandon des champs. En cette période, la disponibilité locale est néanmoins

meilleure mais reste en dessous de la normale. L'accès alimentaire au niveau des ménages se voit également amélioré grâce aux stocks qui ne pourront couvrir qu'un seul mois de consommation. Les différentes sources de nourriture ont connu les effets de la crise et les facteurs contributifs énumérés ci-haut ont des effets sérieux sur la consommation alimentaire des ménages dans le territoire de Beni. La disponibilité et l'accès alimentaires de ces ménages ont sensiblement diminué et on note actuellement des déficits modérés dans la consommation alimentaire pour certains ménages.

Changement dans les moyens d'existence : Les populations de Beni vivent essentiellement de l'agriculture. Les ménages très pauvres et pauvres tirent leurs revenus de la vente des produits de récolte, des travaux journaliers agricoles et non agricoles et de la vente de bois et charbon de bois, tandis que les nantis vendent les produits d'élevage et des produits de rente (café et cacao), pratiquent le transport et font du petit commerce.

Le rapport EFSA du PAM de juin 2020 indique que le secteur agricole est le principal pourvoyeur d'emplois dans ce territoire. En effet, ce secteur fournit les moyens d'existence à la majorité de ménages (87,3%), suivi de l'élevage (20 %), et le cacao et le café sont les deux des principales filières porteuses. Cependant, ce secteur a été mis en difficulté suite aux mesures de restriction imposées dans le cadre de lutte contre la pandémie de COVID-19. Ceux qui travaillent dans l'informel non agricole se sont tournés essentiellement vers le commerce de détail.

Des milliers de ménages qui vivaient des activités informelles au niveau des frontières ont vu leurs moyens d'existence affectés. Cette situation a des effets sur la sécurité alimentaire, en particulier sur la disponibilité et l'accès alimentaires. Les prix des principaux produits alimentaires et du carburant ont augmenté, tandis que les revenus des ménages ont fortement baissé suite aux restrictions imposées. L'accès à la nourriture devient donc de plus en plus difficile, notamment pour les ménages pauvres. Le prix des produits d'élevage et de rente comme le café et le cacao qui constituent les moyens d'existence de nantis ont également accusé une tendance à la baisse.

Face aux chocs et aux problèmes ci-haut mentionnés et selon les résultats de la dernière évaluation conjointe des partenaires dont le PAM et l'Inspection Provinciale de Agriculture, Pêche et Elevage (IPAPEL) en décembre 2020, dans le territoire de Oïcha/Beni, une proportion de 26 % des ménages a recours aux stratégies de crise liées aux moyens d'existence, notamment des journées entières sans manger ou l'envoi de membres du ménage à la recherche de travail ou de nourriture ; 10,7 % de ménages mobilise des stratégies d'urgence comme la mendicité ou la vente des actifs productifs et 63 % sont sous stratégies de stress notamment la consommation des semences prévues pour la saison suivante pour les ménages agricoles de la population hôtes des déplacés.

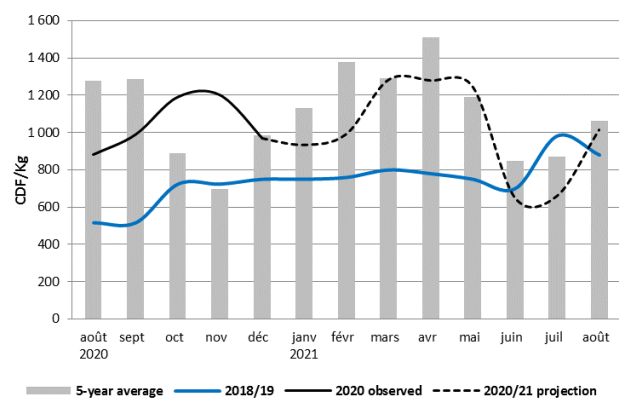
Suppositions

Le scénario le plus probable de février à septembre 2021 est basé sur les hypothèses suivantes :

Conflits et mouvement des populations : Les violences armées des présumés ADF survenues au mois de décembre 2020 ont occasionnées plus de 100 civiles tués, et environ 12 000 ménages se sont déplacés vivant dans des familles d'accueil. Ce mouvement de déplacement ne serait pas de courte durée étant donné que les violences armées continuent dans la zone et la situation sécuritaire ne s'améliore pas, malgré les opérations militaires des FARDC en cours. L'accès aux moyens d'existence pour ces ménages resterait un défi notamment dans la première période de scénario, avec une amélioration supposée dans la seconde période de scénario.

Pandémie de COVID-19 : La situation épidémiologique du COVID-19 continue de se détériorer notamment dans la partie grand nord (Beni-Butembo) où le nombre de personnes infectées augmente de jour en jour ; L'Ouganda voisin enregistre une seconde vague de contamination depuis quelques mois ; Face à cette situation, les perturbations à la frontière avec l'Ouganda devraient se prolonger pendant la durée du scénario.

Figure I. Projections des prix de la farine de manioc (CDF/KG) à Beni



Source: FEWS NET/CAID

Fonctionnement des marchés : Les prix des principales denrées n'avaient pas connu beaucoup de perturbations à part l'huile de palme. Les prix devraient alors suivre la même dynamique pendant la première partie du scénario et ceci tenant compte de l'intégration des marchés dans cette partie du Nord-Kivu ; Cependant, vu le nombre de ménages déplacés, les prix pourront éventuellement augmenter durant la deuxième période de scénario qui correspond au début de la période de soudure notamment pour les produits vivriers.

Production de la saison B : Etant donné que la première période de scénario va coïncider avec la fin de la période de récoltes de la saison A, une proportion importante des ménages agricoles pourraient dépendre de leur propre production durant les deux premiers mois que dureront leurs stocks. Ainsi, les prix des principaux produits vivriers pourraient subir une tendance à la baisse. Etant donné les mouvements des populations attendus dans les mois à venir, la main d'œuvre agricole se ferait rare et moins disponible au cours de la prochaine saison agricole B.

Assistance humanitaire : Concernant ce point, à ce jour, nous ne disposons pas d'informations suffisantes pour évaluer précisément l'impact de l'assistance humanitaire dans la zone. Des mises à jour seront fournies lors de l'élaboration du prochain rapport.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Février à mai 2021 : Cette période connaîtra le semis (mars, avril) et le début des récoltes vertes de la saison agricole B en fin mai 2021. Cependant, vu qu'une part importante de la population agricole déplacée ne sera pas de retour, on assistera à une production inférieure à la normale pour les cultures vivrières. Etant donné la soudure précoce qui est attendue fin mars dans la zone, on pourra s'attendre à une détérioration de la consommation alimentaire des ménages en cette période qui sera marquée par un déficit modéré. Les ménages des déplacés, pourront compter sur l'assistance alimentaire, tandis que les très pauvres et pauvres n'auront pas accès à leurs sources de nourriture habituelle. De ce fait, ils subiront une dépendance accrue au marché pour leur consommation alimentaire.

Du fait de moyens d'existence également perturbés par ces conflits ou par les mesures du COVID, leur accès au marché sera réduit, et en l'absence d'assistance alimentaire, ils devront avoir recours à des stratégies négatives, telles que la vente d'actifs ou la diminution du nombre de repas pour accéder à la nourriture. Certains ménages pourraient subir des déficits alimentaires modérés s'ils n'ont pas accès ou s'ils ont épuisé ces stratégies. Considérant le déficit mentionné ci-haut, le territoire restera en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) durant toute la période de scénario.

Juin à septembre 2021 : La période entre juin et septembre connaîtra à la fois, les récoltes de la saison B et le début de la soudure dans le territoire de Beni. La situation des ménages sur l'ensemble de la zone sera de plus en plus difficile avec un accès limité à la nourriture du fait de l'épuisement précoce des stocks. Les disponibilités alimentaires seront moins que d'habitude dès le début du mois d'août.. De ce fait, la consommation alimentaire pourra s'améliorer pendant les deux premiers mois de la période de scénario et se détériorer durant la période restante. Les ménages très pauvres et pauvres pourront se rabattre sur les aliments les moins coûteux et moins préférés voire dépendre de la solidarité des autres ménages tandis que les déplacés compteront plus sur l'éventuelle assistance humanitaire dans la zone. Ainsi donc, la situation de la sécurité alimentaire dans ce territoire demeurera en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Événements qui pourraient changer les scénarios

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable

Zones	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Territoire de Beni	Excès des pluies en période culturale	Inondations et éboulement des terres agricoles faisant baisser la production attendue. Cette situation pourrait exacerber la faible production et ainsi diminuer la disponibilité alimentaire dans le territoire et favoriser ainsi la détérioration de la sécurité alimentaire.
	Réhabilitation des routes de desserte agricole.	Amélioration des échanges inter zones et des disponibilités des denrées sur les marchés locaux. Cela favoriserait aussi l'intégration des marchés locaux ainsi que la disponibilité des principaux produits alimentaires sur les marchés locaux à Beni.

Territoire de Kabalo, Kongolo et Kalemie_ CD03 (Mais Surplus de Savane) :*Situation actuelle*

Saison agricole : La zone des moyens d'existence -CD 03 est caractérisée par deux saisons culturales sauf pour les cultures de manioc et de riz qui s'étendent sur une seule saison. La saison A est dédiée aux cultures de manioc, maïs, riz et arachide et la saison B seulement le maïs et l'arachide. Durant la saison agricole passée, pendant plus de trois mois, les populations n'avaient pas accès à leurs champs, à cause d'une part de l'insécurité avec toutes les voies de sorties étaient bloquées notamment dans les 3 territoires ciblées, et d'autre part des inondations en pleine période culturale à la suite des pluies excessives enregistrées dans cette zone. Ce qui a conduit à la perte et destruction des cultures, baisse drastique de la production et perte des semences pour la saison agricole suivante.

Catastrophes naturelles (inondations et glissement des terres) : Contrairement aux prévisions, la pluviométrie dans la CD3 a été excessive durant la période de mars à juin 2020, avec des pluies torrentielles. Des pluies abondantes et fréquentes ont été aussi signalées au second trimestre de l'année 2020. Ainsi, le fleuve Congo, les lacs et leurs affluents ont provoqué depuis le mois de février des inondations majeures dans les provinces de Haut-Lomami, le Haut-Katanga et le Tanganyika. Les territoires de Kabalo, Kongolo et Kalemie ont été les plus touchés. Selon OCHA, près de 21% de la population totale de ces trois territoires avaient été affectés. Dans le Tanganyika, plus de 1 147 hectares de champs étaient sous les eaux dans les territoires de Kabalo, Kongolo et Manono avec 2 367 maisons détruites dans les territoires de Kabalo (zone de Santé de Kabalo), Kalemie (zones de Santé Kalemie et Nyemba), Kongolo (zone de Santé de Kongolo), Manono (Zone de Santé de Ankoro et Manono) et Moba (Zone de Santé de Moba). Ces inondations ont entraîné des pertes de vies humaines ainsi que d'importants dégâts matériels, principalement la destruction totale ou partielle de nombreuses habitations, infrastructures de base (écoles, centre de santé, points d'eau, ponts etc.), et terres agricoles. La montée des eaux a aussi poussé les populations sinistrées à se déplacer vers des zones sèches proches.

Pandémie COVID-19 et mouvements transfrontaliers : Les frontières avec la Tanzanie limitrophe sont restées ouvertes aux transport humains et commerciaux. Cette frontière approvisionne toute la province du Tanganyika et constitue un soutien pour la population ; Cependant sur le marché de Kalemie, on enregistre une baisse sensible et l'épuisement du haricot blanc depuis les festivités de nouvel an. En revanche, on enregistre une disponibilité du riz importé et riz local (prémices de récolte de la saison A) sur le marché, avec une baisse de prix de cette denrée. Ainsi donc, la situation de COVID n'a pas perturbé les flux et les volume commerciaux dans cette zone.

Sources de revenus : Les ménages de cette zone vivant en lisière de forêt ou le long des berges continuent à s'engager dans l'agriculture de fond, la pêche artisanale et dans une moindre mesure, les activités de chasse. Les ménages tirent leurs revenus essentiellement de la vente des récoltes et, pour les ménages pauvres, du travail salarié non qualifié (dans les activités agricoles, de transport ou d'exploitation minière car certaines parties de la zone ont également des concentrations de minerais, cassitérite ou coltan) et de la vente de charbon de bois. Par ailleurs les ménages plus aisés tirent leurs revenus dans la vente de leurs récoltes, de l'huile de palme, de l'élevage et de la vente des minerais.

Evolutions des moyens d'existence : Dans la zone 03, la population vit essentiellement de l'agriculture. Elle produit principalement le manioc, le maïs, le haricot, l'arachide et la patate douce. Les aliments de base de la zone sont le manioc, le maïs, le riz, la viande et les légumes (feuilles de manioc, amarante et feuilles de courge). Les populations affectées n'y ont plus accès, soit par manque des moyens, soit par des difficultés d'accès aux champs. Avant la crise, elles consommaient au moins deux repas par jour mais après la crise, ils consomment difficilement 1 repas par jour.

Le rapport EFSA du PAM de juin 2020 indique que le secteur agricole est le principal pourvoyeur d'emplois cette zone. En effet, ce secteur fournit les moyens d'existence à la majorité de ménages (87,3%). Cependant, ce secteur a été mis en difficulté à la suite des problèmes d'accès physique due à l'impraticabilité des routes et le manque des infrastructures de transformations. Ceux qui travaillent dans l'informel non agricole se sont tournés essentiellement vers le commerce de détail.

Situation sécuritaire et mouvements des populations : Les territoires du Tanganyika (Kalemie, Kabalo et Kongolo) sont des zones mixtes abritant des personnes déplacées et retournées victimes des conflits. On compte environ 104 000 déplacés en octobre 2020, selon la commission des Mouvements de population en situation de vulnérabilité extrêmes, parmi lesquels 12 570 personnes qui ont fui en mars 2020 le conflit entre la RDC et la Zambie dans le Territoire de Moba. Le conflit

intercommunautaire entre Bantous et Twa dans les territoires de Manono et Nyunzu et environs continue provoquer des déplacements.

Fonctionnement des marchés : Les prix des principales denrées n'avaient pas connu beaucoup de perturbations, à part le riz et l'huile de palme, notamment à Kalemie. Les frontières maritimes de la Tanzanie sont restées ouvertes au transport de personnes, biens et marchandises malgré la menace de la COVID-19. Ces frontières permettent l'approvisionnement de la province du Tanganyika. En effet, plus de 35 % des poulets, du maïs en grain, du manioc cossette, et près de 50 % du riz, du sucre, des chèvres, des tomates fraîches et des fruits (ananas, pastèque) vendus sur le marché local de la ville de Kalemie sont importés de la Tanzanie. Sur le marché de Kalemie, on enregistre l'épuisement du haricot blanc depuis les festivités de nouvel an. En revanche, on enregistre une disponibilité du riz importé et local sur le marché, avec une baisse de prix pour cette denrée.

Résultats actuels de la sécurité alimentaire

En cette période de récolte dans le Tanganyika, quel que soit le niveau de récolte qui est inférieur à la normale, on assiste à une amélioration de la consommation alimentaire des ménages qui pour certains, consomment leur propre production et pour d'autres n'ont pas eu accès à la terre, et dépendent de l'achat au marché voire de la vente d'une partie de l'assistance humanitaire pour s'approvisionner en aliments. La durée de stocks sera plus courte que d'habitude.

Dépendant essentiellement de la vente des récoltes et des travaux journaliers, en prenant en compte les aléas connus durant cette période et qui ont impacté sur les sources de revenus de ménages pauvres et très pauvres, les ménages ont actuellement recours à d'autres opportunités pour couvrir leurs besoins alimentaires notamment la vente des actifs productifs (vente précoce des animaux et des intrants) et la réduction des dépenses de santé et d'éducation.

Il convient de mentionner que la précédente saison agricole dans le Tanganyika, avait connu des pertes énormes des cultures et surfaces emblavées à la suite des inondations que la zone a connue en avril 2020.

Suppositions

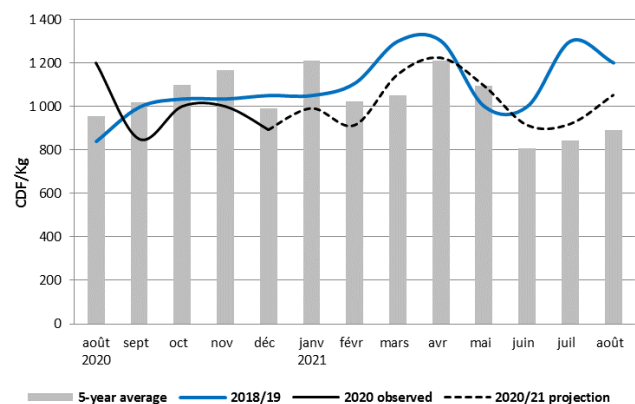
Le scénario le plus probable de février à septembre 2021 est basé sur les hypothèses suivantes :

Saison Agricole B : Tenant compte de la bonne performance des pluies dans la région de l'ex Katanga qui comprend le Tanganyika, on pourrait s'attendre à une amélioration du niveau des récoltes avec une production estimée à près de 30% en augmentation par rapport à la dernière saison agricole. Malgré cette performance, cette production agricole reste inférieure à la moyenne et ne pourra couvrir que 15 à 20 % des besoins, notamment pour la production de maïs considéré comme aliment de base.

Fonctionnement des marchés et prix des denrées : Au cours de la période de projection (février à septembre 2021), à la suite de l'amélioration attendue des conditions de production et à la possibilité d'acquérir des intrants, la situation en 2021 pourrait être meilleure que celle de l'année précédente. En 2020, en plus des variations saisonnières, les prix avaient fait l'objet de spéculations au début de la pandémie en mars 2020 et d'une faible disponibilité en juin et ce de manière atypique. En 2021, la tendance des prix reste à la baisse par rapport à 2020.

Conflits et insécurité : Les tensions communautaires et la violence par des groupes armés continuent à pousser des milliers de ménages au déplacement dans cette zone ; Selon les alertes de OCHA, depuis le dernier trimestre de 2020, plus de 37 183 personnes déplacées et 42 560 personnes retournées ont été enregistrées dans ce territoire ; Cette situation limiterait l'accès des populations à leur terre et rendrait la production agricole qui serait supérieure à l'année dernière mais nettement inférieure à la moyenne pour la prochaine saison agricole.

Figure 2. Projections des prix de la farine de maïs (CDF/KG) à Kalemie



Source: FEWS NET/CAID

Assistance humanitaire : Concernant ce point, à ce jour, nous ne disposons pas d'informations suffisantes pour évaluer précisément l'impact de l'assistance humanitaire dans la zone. Les updates seront fournis lors de l'élaboration du prochain Food Security Outlook Updates (FSOU).

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Février à mai 2021 : Pendant la première période du scénario, étant donné la récolte de la saison A inférieure à la moyenne, la consommation alimentaire des ménages très pauvres et pauvres évoluera en dents de scie avec des courtes périodes d'amélioration en période post récolte (février et mars) et des périodes difficiles au cours des soudures annoncées en avril et mai. De ce fait, ils subiront une dépendance au marché après l'épuisement de leurs stocks et pourront adopter certaines stratégies inadéquates de survie notamment la vente des actifs, la réduction du nombre de repas, l'endettement ou simplement compter sur la solidarité. En l'absence d'une assistance dans la zone, retournées ainsi que l'appui pour la relance agricole seront déterminantes. L'état des infrastructures routières pendant cette période pluvieuse sera la même et les flux commerciaux seront perturbés. Ainsi, cette zone restera en situation d'insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Juin à septembre 2021 : Durant cette deuxième période de scénario, les ménages pourront améliorer leur consommation alimentaire dans les deux premiers mois (juin et juillet) avec les récoltes de juin et feront face à un déficit de consommation sur le restant de la période. De ce fait, ils dépendront des marchés et pourront faire usage de stratégies négatives et dommageables comme la vente des actifs productifs mais de façon marginale, pour ainsi combler leur déficit alimentaire. Ainsi, cette zone restera en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Événements qui pourraient changer les scénarios

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable

Zones	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Tanganyika	Nouvelles perturbations des conditions agroclimatiques.	Des nouveaux excès des pluies pourront provoquer des inondations et éboulement de terres agricoles faisant baisser la production attendue. Cette situation pourrait exacerber la faible production et ainsi diminuer la disponibilité alimentaire dans le territoire et favoriser ainsi la détérioration de la sécurité alimentaire.
	Détérioration de la situation sanitaire à la suite de la pandémie de COVID-19 en Tanzanie.	Cette situation pourrait aboutir à un durcissement des mesures de traversée en réduisant les volumes d'échanges, qui finalement réduirait les revenus des personnes dépendant du petit commerce informel avec la Tanzanie.

A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus [cliquez ici](#).